



KPMG SA
36 Rue Eugène Jacquet
59700 Marcq en Baroeul

Centre Régional de Coordination des Dépistages des Cancers Hauts de France

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Centre Régional de Coordination des Dépistages des Cancers Hauts de France
123 rue de Condé 59000 LILLE

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre. Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
36 Rue Eugène Jacquet
59700 Marcq en Baroeul

Centre Régional de Coordination des Dépistages des Cancers Hauts de France

123 rue de Condé 59000 LILLE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

À l'Assemblée Générale de l'association Centre Régional de Coordination des Dépistages des Cancers Hauts de France,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Centre Régional de Coordination des Dépistages des Cancers Hauts de France relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Marcq en Baroeul, le 30 mai 2024

KPMG SA

Matthieu PINERO

Associé

CRCDC HdF
123, rue de Condé
59000 LILLE CEDEX

N°Siret 84386710200017
NAF(APE) 9499Z

BILAN ACTIF AU 31/12/2023

ACTIF	Exercice 2023			Exercice 2022
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	89 844,62	84 240,12	5 604,50	11 233,88
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	529 816,74	529 676,74	140,00	1 460,17
Autres immobilisations corporelles	1 061 944,51	730 421,77	331 522,74	356 858,62
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
<i>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</i>				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	50 977,12		50 977,12	49 222,53
Total I	1 732 582,99	1 344 338,63	388 244,36	418 775,20
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Avances et acomptes versés sur commandes	0,00		0,00	11 790,00
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	0,00		0,00	200,00
<i>Créances reçues par legs ou donations</i>				
Autres	119 360,70		119 360,70	92 593,30
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	5 692 538,19		5 692 538,19	5 673 631,16
Charges constatées d'avance	210 345,36		210 345,36	226 595,60
Total II	6 022 244,25		6 022 244,25	6 004 810,06
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	7 754 827,24	1 344 338,63	6 410 488,61	6 423 585,26

CRCDC HdF 123, rue de Condé 59000 LILLE CEDEX	N°Siret NAF(APE)	84386710200017 9499Z
---	---------------------	-------------------------

BILAN PASSIF AU 31/12/2023

PASSIF	Exercice 2023	Exercice 2022
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres / fonds associatifs sans droit de reprise		
dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissement affectés à des biens renouvelables...		
Fonds propres statutaires	324 894,07	324 894,07
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation (sur biens sans droit de reprise)		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Autres fonds associatifs (partie 1/2)		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Apports		
Legs et donations		
Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
Ecarts de réévaluation (sur biens avec droit de reprise)		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	4 666 117,20	3 522 355,34
Excédent ou déficit de l'exercice	-951 281,23	1 143 761,86
Situation nette (sous total)	4 039 730,04	4 991 011,27
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Autres fonds associatifs (partie 2/2)		
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	24 517,38	31 072,56
Provisions réglementées		
Droits des propriétaires - (Commodat)		
Total I	4 064 247,42	5 022 083,83
FONDS REPORTEES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	0,00	139 930,00
Total II	0,00	139 930,00
PROVISIONS		
Provisions pour risques	22 555,37	9 055,37
Provisions pour charges	272 661,50	222 037,00
Total III	295 216,87	231 092,37
Fonds dédiés		
- sur subventions de fonctionnement		
- sur autres ressources		
Total III bis	0,00	0,00
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	605 532,35	413 176,55
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	569 505,28	556 079,74
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	830 250,69	20 114,69
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	45 736,00	41 108,08
Total IV	2 051 024,32	1 030 479,06
Ecarts de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + III bis + IV + V)	6 410 488,61	6 423 585,26

CRCDC HdF
123, rue de Condé
59000 LILLE CEDEX

N°Siret
NAF(APE)

84386710200017
9499Z

COMPTE DE RESULTAT exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 2023	Exercice 2022
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	0,00	4 390,00
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	7 394 739,99	8 635 976,80
Subventions		
Produits liés à des financements réglementaires		
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	778,72	110 771,00
Utilisations des fonds dédiés	139 930,00	11 223,00
Autres produits		
Cotisations		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs et donations		
Contributions financières reçues		
Versement des fondateurs		
Quote-part de dotations consommables virées au compte de résultat		
Autres produits	665,84	2,96
Total I	7 536 114,55	8 762 363,76
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	4 752 255,29	3 951 523,15
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	254 405,90	233 746,94
Salaires et traitements	2 356 499,57	2 250 718,11
Charges sociales	1 041 680,43	982 001,08
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	144 570,67	125 233,66
Dotations aux provisions	64 124,50	0,00
Reports en fonds dédiés	0,00	107 503,00
Autres charges		

Aides financières		
Autres charges	6,61	4,11
Total II	8 613 542,97	7 650 730,05
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-1 077 428,42	1 111 633,71
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	140 380,99	13 620,94
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total III	140 380,99	13 620,94
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total IV		
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	140 380,99	13 620,94
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	-937 047,43	1 125 254,65
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	0,00	3 865,69
Sur opérations en capital	10 200,00	18 800,00
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	8 817,18	9 294,33
Total V	19 017,18	31 960,02
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	109,98	10 440,81
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total VI	109,98	10 440,81
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	18 907,20	21 519,21
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	33 141,00	3 012,00
Total des produits (I + III + V)	7 695 512,72	8 807 944,72
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	8 646 793,95	7 664 182,86
SOLDE INTERMEDIAIRE		
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		
- Engagements à réaliser sur ressources affectées		
EXCEDENT OU DEFICIT	-951 281,23	1 143 761,86
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Personnel bénévole		
TOTAL		

Annexe

SOMMAIRE DE L'ANNEXE

- 1 IDENTIFICATION DU CRCDC – Hauts de France**
- 2 FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE**
- 3 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE**
- 4 PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES**
- 5 NOTES SUR LE BILAN**
- 6 NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT**

- Le Centre Régional de Coordination des Dépistages des Cancers des Hauts de France – CRCDC Hauts de France est une association loi 1901 dont le siège est domicilié au 123 rue de Condé à Lille.
- Le CRCDC a pour objet l'organisation et la mise en œuvre du dépistage organisé des cancers dans la région des Hauts de France conformément aux dispositions contenues dans le cahier des charges annexé à l'arrêté du 23 mars 2018.
Il exerce également une activité de formation.
- Les missions du CRCDC sont :
 - Les **relations avec la population** :
 - L'envoi de courriers d'invitation à participer aux dépistages des cancers,
 - L'information, la communication et la sensibilisation aux programmes de dépistages,
 - La coordination des actions de communication et de promotion de la santé pour lutter contre les inégalités sociales de santé,
 - Le recueil et l'enregistrement des résultats des examens réalisés.
 - Les **relations avec les professionnels de santé** :
 - Le recueil, l'enregistrement et la transmission des résultats d'examens de leurs patients,
 - La coordination des professionnels de santé afin d'assurer le suivi des bénéficiaires dépistés,
 - La sensibilisation et la formation des professionnels de santé.
 - L'**assurance qualité du dispositif** :
 - Le respect du cahier des charges,
 - L'engagement dans une démarche qualité,
 - La contribution à l'harmonisation et l'amélioration des pratiques professionnelles des acteurs de santé.
 - La **recherche** et la mise en place d'**expérimentations** :
 - La coordination, la participation et la contribution à des études cliniques ou épidémiologiques sur les cancers et les dépistages organisés,
 - La mise en place de projets innovants, techniques et scientifiques.
 - La participation à l'**évaluation du dispositif** :
 - La collecte et le contrôle qualité des données relatives aux dépistages organisés,
 - La transmission des données à Santé Publique France pour une évaluation nationale du dispositif,
 - Le rôle d'alerte sanitaire.
- Le CRCDC des Hauts de France se compose :
 - D'un échelon régional comprenant et une direction générale soutenue par des fonctions supports (Ressources Humaines, Communication, Qualité, Système d'information, ...) et une direction médicale appuyée par un Collège de médecins
 - De 5 antennes territoriales. Chaque antenne est dotée d'un binôme manager territorial, médecin coordinateur territorial.

2 FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

- Poursuite de l'étude MyPeBS (comparaison dépistage standard/dépistage basé sur le risque individuel) à l'échelle de la région. Les inclusions se sont terminées le 15/07/2023. Suivi des participantes sur 4 ans.
- Projet CASCADE (dépistage du CAncer du Poumon par SCAnner faible DosE). Cette étude a pour objectif principal la validation des modalités de lecture des scanners aidée par l'intelligence artificielle.
- Questions de Femmes est un programme régional de sensibilisation des femmes isolées et/ou en situation de précarité au dépistage du cancer du col de l'utérus. Ce projet porte sur plusieurs actions : sensibilisation et formation des professionnels de santé de la région, séances d'information auprès des équipes et des adhérentes des Centres Sociaux et des structures d'accueil, d'hébergement et d'insertion.

3 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

- Instruction DGS du 13 juillet 2023 relative à la préparation de la nouvelle organisation des dépistages organisés des cancers.
Une nouvelle feuille de route des dépistages organisés des cancers intitulée « Priorité dépistages 2024 » repose sur une organisation renouvelée des DO avec :
 - Le transfert du pilotage des invitations et relances à participer à un dépistage organisé des cancers à l'Assurance maladie dès début 2024 ;
 - Le recentrage dès le début de l'année 2024 à l'Assurance maladie du pilotage des invitations à participer à un dépistage organisé ;
 - Le recentrage des missions confiées aux CRCDC sur leurs missions essentielles de suivi des résultats pour l'ensemble des programmes de dépistages organisés, d'information et de formation des professionnels de santé et l'amplification des actions « d'aller-vers » sous le pilotage de l'ARS.
- Cette instruction précise également les modalités de transfert volontaire du personnel des CRCDC contribuant à l'activité du pilotage des invitations et des relances au DO, vers l'Assurance maladie à compter du 1er janvier 2024. Le transfert des contrats de travail s'effectue dans le cadre du régime juridique du transfert par application volontaire de l'article L224-1 du Code du travail. La décision de transfert est formalisée dans une convention tripartite : le CRCDC, l'organisme d'affectation et le(la) salarié(e).
En Hauts de France, l'assurance maladie s'engage à reprendre 3 personnes physiques. 2 salariés ont été transférés au 31 décembre 2023 et 1 salarié au 12/02/2024.

4 PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

- Les comptes annuels de l'exercice clos au 31/12/23 ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC n°2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

- Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :
 - continuité de l'exploitation,
 - permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
 - indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

5 NOTES SUR LE BILAN

1) Immobilisations incorporelles et corporelles

- Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires.

	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice 01/01/2023	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice 31/12/2023
Logiciels acquis	80 081	9 763		89 844
Matériel médical	523 250		2 388	520 862
Outils mat. Divers	8 954			8 954
Install. agenc. aménag	332 130			332 130
Matériel de transports	187 094	40 753	31 298	196 549
Matériel de bureau	164 992	38 220	764	202 448
Matériel informatique	205 925	17 404	30 008	193 321
Mobilier	132 988	6 256	1 746	137 498
Total	1 635 414	112 396	66 204	1 681 606

- Les amortissements pour dépréciation sont pratiqués suivant le mode linéaire en fonction de la durée réelle d'utilisation des immobilisations :
 - Logiciels 3 ans,
 - Matériel médical 5 ans,
 - Outillage et matériel divers 5 ans,
 - Install. Gén., agenc., amenag. 10 ans,
 - Matériel de transport 5 ans,
 - Matériel de bureau 5 ans,
 - Matériel informatique 3 ou 5 ans,
 - Mobilier 5 ans.

	Amort. cumulés au début de l'exercice 01/01/2023	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice 31/12/2023
Logiciels acquis	68 848	15 393	0	84 240
Matériel médical	522 779	331	2 388	520 722
Outillage mat. Divers	7 966	989	0	8 954
Install. agenc. amenag	177 298	24 359	0	201 657
Matériel de transports	135 306	28 198	31 298	132 206
Matériel de bureau	104 653	32 397	764	136 286
Matériel informatique	154 144	31 960	29 898	156 206
Mobilier	94 869	10 944	1 746	104 068
Total	1 265 861	144 571	66 093	1 344 339

2) Immobilisations financières

	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice 01/01/2023	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice 31/12/2023
Dépôts et cautionnement	49 223	1 755	0	50 977
Total	49 223	1 755	0	50 977

3) Actif circulant

- Le poste « autres créances » comprend :

	Brut	Provision	Net
Avoirs à recevoir /Paragon	14 032	0	14 032
Avoirs à recevoir /Repro-IT	77	0	77
Paie	94	0	94
Indemnité sécurité sociale	953	0	953
Produits à recevoir /prévoyance	277	0	277
Produits à recevoir /OPCO	8 420	0	8 420
Subvention MSA L2	4 250	0	4 250
Produits à recevoir/Cpam+MSA solde L2	82 196	0	82 196
Produits à recevoir/Cpam personnel transféré CP	7 007	0	7 007
Produits à recevoir/MMA rbnt réparation véhicule	2 055	0	2 055
Total	119 361	0	119 361

- Toutes ces créances ont une exigibilité à moins d'un an.

- Compte de régularisation- détail des produits à recevoir :

	Au 31/12/2023
Autres créances	
Avoirs à recevoir /Paragon	14 032
Avoirs à recevoir /Repro-IT	77
Produits à recevoir /Prévoyance	277
Produits à recevoir /OPCO formation	8 420
Produits à recevoir /Cpam+MSA solde L2	82 196
Produits à recevoir /Cpam personnel transféré CP	7 007
Produits à recevoir /MMA rbnt réparation véhicule	2 055
Total	114 064
Disponibilités	
Intérêts courus à recevoir	140 381
Total	140 381

- Les disponibilités :

	Au 31/12/2023
Compte courant	272 890
Compte livret	5 200 599
Livret A	78 668
Intérêts courus à recevoir	140 381
Total	5 692 538

- Les charges constatées d'avance :

	Au 31/12/2023
CCA/Sysdeco	11 593
CCA/BlueKango	444
CCA/QUADIENT	4 270
CCA/LA POSTE - navette	10 624
CCA/APICEM	82
CCA/Data-IT	8 713
CCA/Spritz	318
CCA/Tissot	41
CCA/OSI	120
CCA/Denoyelle location fontaine	52
CCA/Prescrire + Le Quotidien du médecin	87
CCA/GRENKE téléphonie	4 842
CCA/Rfpaie	208
CCA/MMA	18 520
CCA/PIH loyer+charges	19 958
CCA/BNP - rue Kant loyer+charges	22 457
CCA/CBL	4 225
CCA/OVH	47
CCA/ORANGE	121
CCA/Eticéo	600
CCA/Collas	1 267
CCA/Repro-IT	1 326
CCA/Stocks papeterie CRCDC	52 917
CCA/Seregest loyer AT02	4 949
CCA/ARSENAL loyer AT59	22 687
CCA/Colbert loyer AT80	8 996
CCA/Chateaud'eau	153
CCA/Pitneybowes	3 057
CCA/Records Management	2 017
CCA/Sga	5 655
Total	210 345

4) Fonds propres

- Tableau de variation des Fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	AU 01/01/2023	AFFECT. DU RESULTAT	AUGMEN TATION	DIMINU TION	AU 31/12/2023
Fonds propres sans droit de reprise	324 894				324 894
Réserves	0				0
Report à nouveau	3 522 355	1 143 762			4 666 117
Excédent ou déficit	1 143 762	-1 143 762		951 281	-951 281
Situation nette	4 991 011	0	0	951 281	4 039 730
Subventions d'investissement	31 073		2 262	8 817	24 518
TOTAL	5 022 084	0	2 262	960 098	4 064 248

- La perte de l'exercice s'élève à hauteur de 951 281€.
- Les subventions d'investissement affectées à des biens non renouvelables par l'association sont inscrites au passif du bilan dans la rubrique correspondante et reprises en résultat au même rythme que l'amortissement des biens financés.

	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution (Quote-part virée)	Solde à la fin de l'exercice
Subvention d'investissement	31 073	2 262	8 817	24 517

5) Provisions

	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminution : reprise de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Provisions pour risques	9 055	13 500		22 555
Provisions pour charges	222 037	50 625		272 662
Total	231 092	64 125	0	295 217

- Les provisions pour risques correspondent à des litiges en cours (site web Adema80 et Custom made).

	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Indemnité de départ à la retraite	222 037	38 808		260 845
Total	222 037	38 808	0	260 845

- Cette provision est évaluée et comptabilisée selon des règles suivantes :
 - Les départs à la retraite donnent lieu au versement d'une allocation calculée sur la base de l'article 15.03.2.2.1 de la CCN51 dès lors que l'intéressé compte - lors de son départ à la retraite - dix années au moins d'ancienneté. Sauf dispositions légales plus favorables, l'allocation de départ à la retraite est égale, pour les salariés comptant :
 - de 10 à 14 ans d'ancienneté : à un mois de salaire brut,
 - de 15 à 19 ans d'ancienneté : à deux mois de salaire brut,
 - de 20 à 24 ans d'ancienneté : à quatre mois de salaire brut,
 - de 25 à 29 ans d'ancienneté : à cinq mois de salaire brut,
 - de 30 ou plus d'ancienneté : à six mois de salaire brut.
 - L'âge de départ à la retraite est de 64 ans.
 - Le taux de charges appliqué est de 50%.
 - Le taux de turnover est de 3%.
 - Le taux d'actualisation utilisée est de 3.10%.

6) Fonds dédiés

Variation des fonds dédiés issus de		A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisation		Transferts	A la clôture de l'exercice	
				Montant global	Dont remboursement		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitations								
	Activités de formation des professionnels de santé	38 760,00		38 760,00			0,00	
	Communication	22 170,00		22 170,00			0,00	
	SI	79 000,00		79 000,00			0,00	
« contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESMS »								
Contributions financières d'autres organismes								
Ressources liées à la générosité du public								
TOTAL		139 930,00	0,00	139 930,00	0,00	0,00	0,00	0,00

7) Dettes

	Net
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	
Fournisseurs généraux	249 755
Radiologues L2	82 196
Factures non parvenues	273 581
	605 532
Dettes fiscales et sociales	
CSE	8 595
Dettes prov CP	204 376
Urssaf	92 581
Harmonie Mutuelle	5 272
Malakoff Médéric	30 288
Prévoyance Ag2R	32 053
Opco	17 869
Charges sur CP	80 255
Organismes sociaux - charges	10 472
PAS	10 374
Etat - impôts sur revenus finan	3 012
Taxe sur salaires	18 858
Etat - charges fiscales sur CP	22 360
Etat - charges à payer	33 141
	569 505
Total	1 175 038

- Toutes ces dettes ont une exigibilité à moins d'un an.

	Net
Autres dettes	
Subvention ARS	810 136
Poumon AT80 - solde subvention	17 520
ARS - Mise en place plate forme ré	2 595
Total	830 251

- Compte de régularisation - détail des charges à payer :

	Au 31/12/2022	Au 31/12/2023
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
Factures non parvenues	158 284	273 581
Dettes fiscales et sociales		
Provisions sur CP	306 432	306 991
Brut - revalorisation de la valeur du point	27 263	0
Organis sociaux - charges à payer	23 187	10 472
Etat - charges à payer	3 012	33 141
Total	518 178	624 185

- Les produits constatés d'avance :

	Au 31/12/2022	Au 31/12/2023
PCA/ MyPebs	41 108	41 108
PCA/DATA-IT avoir		4 628
Total	41 108	45 736

6 NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

1) Ventilation des produits d'exploitation

	Au 31/12/2023
Produits d'activités annexes	0
Subvention MyPeBS	0
Subvention DO cancer du sein	3 315 072
Subvention DO cancer colo-rectal	1 926 897
Subvention DO col de l'utérus	1 239 119
Subvention - frais seconde lecture	898 652
Subvention Poumon	2 500
Subvention Animation territoriale	12 500
Reprise sur provision	0
Transferts de charges	779
Utilisation fonds dédiés	139 930
Produits de gestion courante	666
Total	7 536 115

2) Détail des produits et charges exceptionnelles

	Au 31/12/2023
Produits exceptionnels	
Produits sur exercices antérieurs	0
Produits de cession éléments actifs	10 200
Quote-part subvention investissement	8 817
Total	19 017
Charges exceptionnelles	
Autres charges exceptionnelles	110
Charges sur exercice antérieur	
Dotation amort. Exceptionnels immo	
Total	110

3) Contributions volontaires en nature

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes;
- Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état;
- Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services.

Notre association a décidé de ne pas comptabiliser les contributions volontaires en nature car la nature et l'importance des contributions volontaires en nature ne sont pas significatives et ne sont donc pas des éléments essentiels à la compréhension de l'activité de l'association.

4) Effectif moyen employé pendant l'exercice

	Au 31/12/2023
cadres	18,33
Non-cadres	40,52
Total	58,85

5) Rémunération des dirigeants

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus haut cadres dirigeants bénévoles ou salariés s'est élevé à 196 002€ brut en 2023.

6) Honoraires des commissaires aux comptes

	2023
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	23 040
Total	23 040